

Tours, le 26 mars 2026,

DÉCLARATION de BOYCOTT du CSAL du 26 MARS 2026

Monsieur le Président,

Nous ne sommes pas dupes, vous convoquez ce CSAL pour légitimer ENCORE de multiples suppressions d'emplois !

Solidaires Finances Publiques déplore l'inscription de ce sujet à l'ordre du jour comme simple « information », sans permettre aux représentants du personnel de voter, donc de s'exprimer.

Ce choix indique clairement la considération que vous portez à la situation des emplois au sein de la DDFIP 37. C'est pourtant le cœur de toutes nos problématiques !

Désormais, le TAGERFIP, disparaît au profit d'un nouveau système de référence où ce sont les ETP (Équivalents Temps Pleins), sensés mesurer la « FORCE de TRAVAIL » disponible qui seront votre nouvelle variable d'ajustement.

Force est de constater que cette rénovation du pilotage des emplois et des effectifs ne va pas dans le sens de la transparence.

Car, même s'il n'était pas parfait, le TAGERFIP offrait une vision sur l'ensemble de nos effectifs disponibles par grades et structures.

Un changement d'unité de calcul, qui vous permet allégrement d'effacer les vacances de postes !

Il aurait été bienvenu de connaître de façon claire la transposition du TAGERFIP en ETP ...

Dans le 37 nous passons de 777 emplois implantés en novembre 2025 à 724 emplois, soit une perte nette de 53 emplois !

De plus, comme les postes vacants ont miraculeusement disparu avec l'ardoise magique : aucun espoir de voir arriver de nouveaux collègues sur des chaises pourtant réellement vides dans tous nos services.

Enfin, dans les éléments de calcul retenus, nulle mention des écrêtements toujours plus nombreux, (pour la DGFIP, ils représentent pourtant plus de 160 ETP), ainsi que des jours de congés portés sur le CET (compte Épargne Temps), pour près de 2000 ETP, par des agents soumis à toujours plus d'objectifs, et de pression.

Et, pour l'avenir, la déclinaison de cette réforme reste très nébuleuse.

Pour nous, cela signifie affaiblir l'exercice quotidien des missions et réduire une fois encore les droits et garanties des agents en termes de mobilité.

Pourtant, en termes de charge de travail, la hausse est incontestable :

En 10 ans, ce sont près de 30 % de sollicitations en plus pour l'accueil multicanal, +10 % de foyers fiscaux, mais aussi une augmentation de près de 10 % de taxes foncières, ou encore un nombre exponentiel d'assujettis à la TVA et à l'IS.

Les réformes semblent se succéder sans fin : le foncier innovant, le prélèvement à la source, GMBI, et maintenant la facturation électronique ... Où sont les moyens humains ?

Solidaires Finances Publiques prévient : toujours vouloir faire plus avec moins, a de réelles conséquences sur la qualité des missions et les conditions de travail de nos collègues !

En acceptant ces coupes drastiques, vous acceptez la responsabilité des répercussions de plus en plus tangibles, sur la santé physique et mentale des personnels dont vous avez la charge !

Et que dire de la maîtrise des risques bien mise à mal avec la disparition des moyens humains ?

Jusqu'à quand, continuera-t-on d'adapter l'exercice de nos missions aux moyens qu'on nous refuse au nom de l'effort de guerre, de l'exemplarité, au nom de la compétitivité que nous impose le « Data Mining » et l'Intelligence Artificielle, ou encore de la stabilité économique ?...

Désormais, la priorisation est le mode opératoire qui s'est progressivement généralisé. Mais qu'est devenu le service public ?

Pour **Solidaires Finances Publiques 37**, il est inenvisageable d'être associés de quelque façon que ce soit à ces politiques de réduction des moyens alloués à la DGFIP.

C'est pourquoi, nous refusons de siéger à ce CSAL et assister au massacre des emplois qui, année après année, se poursuit à la DDFIP !

Les élues en CSAL pour **Solidaires Finances Publiques 37** :

Marie AUDEBERT & Laurence PEZIERE (titulaires)

Nathalie NIBAudeau & Élodie LESAGE (suppléantes)